

- Les tensions actuelles entre Pékin et Taipei trouvent leur origine dans la rivalité entre Mao et Chiang Kai-shek.
- La “question de Taïwan” a pour enjeu la réunification de la Chine.
- Dont les fondements historiques paraissent pourtant fragiles.

La grande histoire d'une petite île

Récit Philippe Paquet

Dans les années cinquante, le monde découvrait avec stupeur que son sort pouvait dépendre de celui d'îles minuscules à quelques encablures des côtes chinoises – Matsu et Kinmen. Deux petits archipels dont Chiang Kai-shek avait réussi à garder le contrôle lors de son repli sur Taïwan en 1949, et dont il espérait faire le tremplin de sa reconquête de la Chine continentale. En 1954, puis 1958, Mao entreprit de les bombarder. Moins dans l'intention de les annexer que dans le but de tester la détermination de l'ennemi américain à défendre son allié nationaliste chinois – et de mettre à l'épreuve la solidarité des camarades soviétiques avec la Chine communiste.

Les manœuvres militaires que Pékin mène ces jours-ci au large de Taïwan ne sont pas loin d'évoquer les fameuses “crises du détroit de Formose” (comme on disait alors). Certes, on n'en est plus à redouter, comme le président Eisenhower à l'époque, une escalade qui aurait jeté l'URSS contre les États-Unis, déclenché une troisième guerre mondiale et fait courir à la planète le risque d'un cataclysme nucléaire. Il n'empêche qu'aujourd'hui comme hier, il semble bien que la direction communiste songe avant tout à évaluer l'attitude de Washington et de Moscou dans l'hypothèse d'un coup de force chinois contre Taïwan.

Que pareille éventualité soit à l'ordre du jour a de quoi surprendre. En 1978, la Chine a commencé à réformer son économie et à “s'ouvrir au monde”, choisissant d'exporter massivement des biens de consommation plutôt que la révolution. Cette an-

Culturellement, les Chinois se sont toujours méfiés de la mer. Et, par conséquent, des îles, dont ils firent des lieux de relégation.

née-là, sa Constitution proclamait encore que les communistes allaient “libérer” Taïwan pour “accomplir l'œuvre grandiose de la réunification de la patrie”. Quatre ans plus tard, une nouvelle Constitution se contentait de rappeler que Taïwan est “un territoire sacré de la République populaire de Chine” et que la réunification est le devoir tout aussi sacré du peuple chinois. Si Mao, durant la période la plus fanatique du règne communiste, s'était abstenu d'attaquer Taïwan, pourquoi ses successeurs, considérés comme des dirigeants plus rationnels et responsables, succomberaient-ils à une tentation aussi dangereusement aventuriste?

Une indifférence pour les îles

L'existence d'une “question de Taïwan” est tout aussi déroutante. Elle a pris la dimension d'un dogme pour le régime communiste, mais ses fondements historiques sont pourtant fragiles. Culturellement, les Chinois se sont toujours méfiés de la mer, immensité mystérieuse qu'ils associent à ce qui est étranger, barbare, hostile (c'est pourquoi l'expansion territoriale de l'Empire chinois s'est toujours faite par voie terrestre, et non maritime). Ils n'ont, par conséquent, jamais manifesté beaucoup d'intérêt pour les îles. Significativement, la plus grande île chinoise après Taïwan, Hainan, n'a été mise en valeur qu'à partir des années 1990 – elle avait servi jusque-là de lieu de relégation pour les opposants et les indésirables (les poètes y voyaient les portes de l'enfer).

Taïwan est demeurée, elle aussi, très longtemps éloignée des préoccupations impériales. Des Chinois se sont bien entendu installés sur cette île habitée par une population d'origine probablement

polynésienne, principalement sur la côte occidentale qui fait face à la Chine, mais le territoire, très montagneux, ne sera jamais réellement colonisé. Son isolement est encore tel, au XVII^e siècle, qu'un personnage de légende, mi-commerçant mi-pirate, Koxinga, y règne sur le dernier lambeau de l'Empire des Ming, après son effondrement sur le continent. Ce singulier premier État taïwanais, appelé royaume de Dongning, se maintiendra jusqu'en 1683.

Une éphémère province, de 1886 à 1895

L'île, que des navigateurs européens ont découverte un siècle plus tôt et baptisée Formosa en hommage à sa beauté naturelle, reste une insignifiante préfecture, en dépit de ses 36 000 km², jusqu'en 1886, quand la Cour des Qing l'élève enfin au rang de province. Alors que les guerres de l'Opium ont donné le signal d'une curée coloniale en Chine, l'empereur craint que les puissances occidentales fassent main basse sur Taïwan – deux ans plus tôt, un contingent français commandé par l'amiral Courbet a brièvement occupé le port de Keelung et les îles Penghu. Le pressentiment était fondé, mais le danger viendra finalement d'ailleurs: la Chine perd une première guerre contre le Japon en 1895 et le traité de Shimonoseki fait de Taïwan une colonie nipponne.

Cette annexion, qui durera jusqu'à la capitulation japonaise en 1945, va profondément transformer l'île et ses habitants. Le colonisateur n'est pas tendre avec les colonisés et il imposera notamment une japonisation impitoyable des élites, mais il va aussi être le moteur d'une modernisation et d'un développement qui feront de Taïwan, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, la région d'Asie la plus prospère après le Japon lui-même. L'île sera ipso facto la province chinoise la plus riche quand elle sera rétrocédée à la République de Chine de



Mao Zedong et Chiang Kai-shek lors de leur unique rencontre, à Chongqing, en septembre 1945. Pour l'un comme pour l'autre, il n'y avait qu'une Chine, dont Taïwan fait partie.

Chiang Kai-shek, le 25 octobre 1945. Roosevelt a imposé ce choix aux Alliés après s'être laissé convaincre par l'épouse de Chiang, l'influente Mayling Soong.

Le tournant de la guerre de Corée

L'Histoire aurait été différente si l'avenir de Taïwan avait alors été lié à celui du Japon. De nombreux Taïwanais l'auraient souhaité, en invoquant l'incurie et la corruption du Kuomintang, le parti de Chiang Kai-shek qui a instauré une dictature sur le continent. Ces tares vont précisément précipiter la chute du régime nationaliste, défait par Mao dans une guerre civile chinoise qui s'achève, en 1949, par la fuite de Chiang à Taïwan avec quelque deux millions de ses partisans. Nul ne parie à ce moment sur la survie du "Généralissime", et d'autant moins que le président Truman, qui déteste Chiang et le Kuomintang, a imprudemment donné à entendre que les États-Unis n'interviendraient plus sur ce théâtre d'opérations.

Un événement bouleverse toutefois l'échiquier quelques mois plus tard: la guerre de Corée. En envahissant la Corée du Sud en juin 1950, les communistes nord-coréens, bientôt soutenus par la Chine, matérialisent la hantise du "péril rouge". Les Américains s'épouvantent à l'idée que "les rouges" déferlent sur l'Asie orientale et la frange occidentale de leur "lac intérieur", l'océan Pacifique. Il s'impose donc de "contenir" cette vague menaçante et Taïwan est appelée à devenir une pièce maîtresse dans le dispositif – elle sera un porte-avions américain sur le front asiatique de la guerre froide. Chiang est sauvé, mais la "question de Taïwan" est désormais posée.

Car, solidement accroché à son bastion, Chiang Kai-

shek n'entend pas être seulement le président de Taïwan. Il caressera jusqu'à sa mort, en 1975, le rêve de reprendre le pouvoir aux communistes. Dans l'intervalle, il prétend incarner aux yeux du monde la seule Chine légitime, et édicte des mesures pour en accréditer l'idée, du maintien des institutions élues sur le continent avant 1949 à l'emploi obligatoire du mandarin en lieu et place du dialecte taïwanais. Chiang est puissamment aidé dans cette folie par son allié américain qui impose une aberration: la République de Chine de Chiang Kai-shek continuera d'occuper le siège de la Chine à l'Onu, tandis que la République populaire de Chine de Mao sera boycottée et ostracisée. C'est en raison de cette fiction que le nom "République de Chine" est resté jusqu'à aujourd'hui la dénomination officielle de Taïwan.

Chine libre contre Chine rouge

Chine libre contre Chine rouge

Il faudra attendre 1971, le changement de cap imprimé par Nixon aux États-Unis et le nouveau rapport de force que la décolonisation crée à l'Onu pour que la Chine évince Taïwan et trouve enfin sa place dans le concert des nations. Dans l'intervalle, Chiang Kai-shek a pu compter sur le

miracle économique forgé à la fois par une aide américaine généreuse et un gouvernement plus éclairé et plus intègre qu'il ne le fut sur le continent. Chiang a aussi profité de la répulsion qu'inspiraient les excès de la "Chine rouge", du Grand Bond en avant à la Révolution culturelle, quand bien même sa "Chine libre" était en réalité une dictature de parti unique. Ce n'est qu'en 1987, quelques mois seulement avant de mourir, que son fils, Chiang Ching-kuo, jettera les bases de la "vibrante démocratie" dont Nancy Pelosi a salué, à juste titre, les mérites lors de sa visite à Taipei.

Chiang et Mao partageaient une conviction: qu'il n'y a qu'une Chine et Taïwan en fait partie (raison pour laquelle l'un comme l'autre refusèrent une double représentation à l'Onu, à la différence des deux Allemagnes ou des deux Corées). Avec le renversement du cours de l'Histoire, et Pékin désormais en position de force, la "question de Taïwan" a changé de sens. Ce sont les communistes que la réunification obsède à présent. Ils pensaient y parvenir par la manière douce, en resserrant les liens entre l'île et le continent dans la foulée de l'ouverture décrétée en 1987 par Chiang Ching-kuo: après quatre décennies durant lesquelles Taipei refusa tout contact avec Pékin, les échanges furent encouragés, au point de faire de la Chine le premier marché pour les exportations taïwanaises et de Taïwan le premier investisseur en Chine populaire!

Dans le même temps, différents facteurs ont contribué à éloigner Taïwan de la "mère patrie". Le passage des générations y a renforcé une identité distincte, façonnée par le caractère insulaire, l'occupation japonaise et l'influence occidentale (américaine surtout). L'arrivée au pouvoir, à la fin des années 1980, de dirigeants nés sur l'île, a encouragé un mouvement de "taïwanisation" dans la politique, l'économie, la culture et la société. Taïwan n'est plus nécessairement la République de Chine; "Taïwan, c'est Taïwan", entend-on proclamer de plus en plus souvent.

L'île a appris, depuis 70 ans, à vivre seule, tandis que l'évolution de la Chine ne tenait pas ses promesses: le progrès économique s'y accompagne d'une stagnation, voire d'une régression politique. Les Taïwanais, qui jouissent de toutes les libertés, n'ont nulle envie de se retrouver sous le joug d'une dictature d'un autre âge. Il en résulte une progression de ce que Pékin appelle "le sentiment indépendantiste" et que les communistes chinois croient ne plus pouvoir endiguer qu'en recourant à la force. Aujourd'hui en intimidant, mais demain?

Chiang Kai-shek prétend incarner la seule Chine légitime. Il perpétue donc à Taïwan sa "République de Chine".